

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/08/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BENTA LYON**

29 AV CHARLES DE GAULLE  
69230 Saint-Genis-Laval

Références : UDR-SSDAS-25-229-AJ  
Code AIOT : 0006103750

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement BENTA LYON implanté 29 AV CHARLES DE GAULLE 69230 Saint-Genis-Laval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BENTA LYON
- 29 AV CHARLES DE GAULLE 69230 Saint-Genis-Laval
- Code AIOT : 0006103750
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Benta Lyon est une entreprise pharmaceutique qui réalise la mise en forme et le conditionnement de produits pharmaceutiques et dispose d'un entrepôt logistique. L'entreprise appartient depuis

2020 à la holding française Benta SAS. Son siège social et son site d'exploitation sont à Saint-Genis-Laval. Ce site existe depuis 1982 avec comme précédent exploitant FAMAR depuis 2004.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 04/01/2013, article 1.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4.2.2.	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
4	Traitement des effluents liquides	AP Complémentaire du 04/01/2013, article 4.3.11	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Demande d'action corrective	45 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/03/2022, article	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		Art. 1		
5	Nuisances sonores	AP Complémentaire du 04/01/2013, article 6.2.3	/	Sans objet
6	Implantation - aménagement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le CNPP a émis un avis favorable avec réserve ne nécessitant pas de visite complémentaire à la délivrance du certificat N1 concernant la requalification trentenaire du système de protection sprinkler.

**En conséquence, l'Inspection propose la levée de l'arrêté de mise en demeure du 08/03/2022.**

En outre, l'exploitant doit réaliser un curage des séparateurs à hydrocarbure régulier.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/01/2013, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Risque accidentel - Etude du PAC
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1.5.1: Porté à connaissance</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir pu répondre aux demandes de l'inspection de mettre à jour son Porter à Connaissance version Rev 1 en raison d'un problème de personnel. Lors de l'inspection,</p>

<p>l'exploitant a expliqué être actuellement en phase de recrutement.</p> <p>Concernant les TAR actuellement en panne, l'exploitant s'est positionné en privilégiant leur remplacement par des aérocondenseurs. De même, les 2 chaudières actuellement en panne seront démantelées en décembre puis remplacées par une chaudière en 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, au plus tard au 31 décembre 2025, d'actualiser le PAC transmis tel que demandé dans le précédent rapport d'inspection en mentionnant notamment l'arrêt de la rubrique 2921 relative aux TAR et les modifications de la rubrique 2910 relative aux installations de combustion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 5 mois</p>

## N° 2 : Suivi de la mise en demeure

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/03/2022, article Art. 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sprinklage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Réalisation avant le mois de mars 2023 des travaux nécessaires à la requalification trentenaire requise par le référentiel en vigueur pour le système d'extinction automatique</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport provisoire n°PAA 3205 établi par le CNPP le 03/06/2025 à la suite de leur inspection concernant la requalification trentenaire du système de protection sprinkler.</p> <p>Lors de cette inspection, le CNPP a notamment évalué la capacité du système de srpinklage selon différents scénario (cas défavorable, cas défavorable, avec utilisation de RIA et de 2 PI). Le CNPP a ainsi constaté que le système est hydrauliquement apte et a émis un avis favorable à la délivrance du certificat N1 après la levée des réserves sans que ces réserves puissent entraîner une visite complémentaire.</p> <p>L'exploitant indique que le dossier permettant la levée des réserves est en cours d'élaboration par l'installateur AAI dont l'envoi au CNPP est prévu fin octobre. Le CNPP disposera alors d'un délai de 30 jours pour rendre son avis définitif.</p> <p><b>Au regard des conclusions du rapport provisoire du CNPP, l'inspection propose la levée de l'arrêté de mise en demeure du 08/03/2022 et l'abrogation de l'arrêté d'astreinte administrative</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra le rapport définitif du CNPP au plus tard 15 jours à compter de sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux fait apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...);</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux ind.A du 24/10/2023. Ce plan ne comporte pas de légende rendant difficile sa lecture. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter la localisation des séparateurs à hydrocarbures sur le plan lors de l'inspection, notamment en raison de l'absence du responsable QSE et de l'absence de légende. Les points de rejets, au nombre de 3, sont également difficilement visualisables sur le plan.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant mettra à jour son plan des réseaux en ajoutant une légende, et indiquant clairement les dispositifs de prétraitement des effluents, les points de rejets les secteurs collectés avec leurs réseaux associés ainsi que tout élément présent sur le site et mentionné à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 4 : Traitement des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/01/2013, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Les eaux pluviales issues des parkings seront préalablement traitées avant rejet dans le réseau unitaire d'assainissement des eaux communal par passage dans un débourbeur/décanteur/déshuileur.
<b>Constats :</b>  De la même manière que dans le constat n°3, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les séparateurs à hydrocarbures sur le site. Cependant, il a indiqué avoir eu des contrôles et des échanges de la part de la Métropole de Lyon au sujet notamment du curage de leur séparateur qui n'a pas été réalisé depuis au moins 3 ans et de la finalisation de l'autorisation de rejet.  L'exploitant a indiqué avoir environ 20000m <sup>3</sup> /an de rejets aqueux actuellement et prévoit une augmentation à 50000m <sup>3</sup> /an en 2026 en vue de la reprise de leur activité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalisera le curage des séparateurs à hydrocarbures au plus tard le 30/10/2025 et transmettra le Bordereau de Suivi des Déchets à l'inspection. L'exploitant transmettra sans délai l'autorisation de rejet des effluents dans le réseau de la Métropole de Lyon, dès sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/01/2013, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des nuisances sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de mesure de bruit n°15090996 réalisé par Bureau Veritas le 4 avril 2023. Ce rapport mentionne des non-conformités lors de la campagne de mesure effectuée

<p>le 20 et 21 février 2023. Les non conformités relevées se situaient au niveau de la face Nord du Bâtiment B en période intermédiaire (56,5dB mesurés pour un seuil admissible à 55dB) et nuit (56dB mesurés pour un seuil admissible à 50dB).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir analysé les non-conformités et avoir constaté des défauts de fonctionnements (vibrations, bruit au niveau des paliers de volutes...) sur les compresseurs primaires des 2 « roof-top » qui assurent le maintien en température contrôlée 15°C-25°C de l'entrepôt de stockage.</p> <p>En conséquence, l'exploitant a réalisé une campagne de maintenance corrective et de remplacement de pièces (Remplacement de 3 moteurs, ventilateur et compresseur de soufflage) en juin 2025. A ce titre, il a transmis à l'inspection le rapport d'intervention de maintenance et la facture Proforma n°20250166.</p> <p>L'exploitant a prévu de réaliser la prochaine campagne de mesure fin 2025 afin de contrôler la conformité des travaux réalisés au regard le respect de la réglementation concernant les nuisances acoustiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de la campagne de mesures sonores 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Implantation - aménagement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Issues</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retrait en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retrait en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : GEREP

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration 2025</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. [...] »</p>

<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas déclaré les données d'émissions polluantes et des déchets de l'année 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de déclarer ses émissions de polluants et des déchets avant le 15/09/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 45 jours